

# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



**ÉCOLOGISTES, SOLIDAIRES ET CITOYENS**  
Liste menée par Sandrine Bélier

**Elections régionales des 6 et 13 décembre 2015**

**Un avenir  
écologiste et  
solidaire pour une  
région citoyenne**



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## Notre projet

*Notre projet répond aux enjeux forts de notre nouvelle Région, aux attentes de ses habitant-e-s, par des actions publiques concrètes pour l'économie, pour l'écologie, pour que personne ne soit relégué dans cette vaste région.*

*Cette fusion des 3 Régions intervient dans un contexte économique et social délicat, où l'emploi est en recul depuis 10 ans.*

*Pourtant, la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine possède de nombreux atouts pour construire un territoire où l'on vit **mieux au quotidien**, où l'on vit **mieux ensemble**. Nos propositions seront autant de solutions pour progresser pour l'emploi, pour le climat, pour l'égalité au cœur des territoires.*

*Avec Sandrine Bélier, nos candidat-e-s portent la conviction que ces trois défis sont indissociables.*



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



|  |      |
|--|------|
| <b>1. Notre projet écologiste pour la Région</b>                                       | p.5  |
| <b>2. La méthode écologiste : rassembler et gouverner efficacement</b>                 | p.8  |
| 2.1 Une nouvelle gouvernance   | p.8  |
| 2.2 Participation citoyenne  | p.9  |
| 2.3 Égalité et solidarité des territoires  | p.10 |
| 2.4 Vivre ensemble, lutte contre les discriminations et égalité des droits             | p.11 |
| 2.5 Finances : une gestion responsable et efficace de l'argent public                  | p.12 |
| <b>3. La transition écologique au service de l'emploi</b>                              | p.14 |
| 3.1 Emploi local : réussir la conversion de l'économie et accompagner les entreprises  | p.15 |
| 3.2 Soutenir une économie de la coopération : une économie riche d'emplois et de sens  | p.16 |
| 3.3 Énergie et climat : une Région pilote de la transition énergétique et climatique   | p.18 |
| 3.4 Économie circulaire : une Région zéro déchet, zéro gaspillage                      | p.21 |
| 3.5 Tourisme : passer de l'industrie touristique polarisée au tourisme durable intégré | p.22 |
| <b>4. Mieux vivre au quotidien</b>   | p.24 |
| 4.1 Vivre en bonne santé dans ma Région  | p.25 |
| 4.2 Soutenir nos agriculteurs et améliorer notre alimentation                          | p.26 |
| 4.3 Biodiversité, forêts, espaces naturels, eau : c'est maintenant qu'il faut agir     | p.28 |
| 4.4 Changer les transports pour la qualité de vie de toutes et tous                    | p.30 |
| <b>5. S'épanouir et s'ouvrir</b>   | p.34 |
| 5.1 Une formation pour chacun : levier pour l'emploi et pour la réussite de tous       | p.35 |
| 5.2 Culture, sport, ouverture : défendre ce qui rassemble                              | p.37 |



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 1. Notre projet écologiste pour la région Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine

En janvier 2016, ce sont 3 Régions à la physionomie, à l'histoire et aux cultures différentes qui fusionneront en une même grande Région ACAL. Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine : ce nouvel assemblage n'est pas évident. Il ne correspond pas à la demande citoyenne spontanée ou à l'imaginaire culturel régional. La loi a décidé abruptement ce nouveau cadre : nous ne faisons pas croire aux électrices et aux électeurs qu'ils auraient le pouvoir de le remettre en cause aujourd'hui. Par leurs votes des 6 et 13 décembre, ils auront par contre le pouvoir déterminant de choisir les projets et les personnes qui orienteront l'action régionale. Ce projet, ces personnes, nous les voulons écologistes, solidaires et citoyens.

La Région a des responsabilités pour notre quotidien, les trains régionaux, la vitalité économique, les lycées, la formation professionnelle... Ses compétences sont dorénavant renforcées avec un rôle de chef de file sur des politiques où l'écologie tient une place essentielle : développement économique, transports, qualité de vie, agriculture...

Les écologistes auraient voulu que la réforme territoriale donne davantage de capacités et de moyens d'agir. Cette décentralisation est certes inachevée mais notre engagement sera complet.

Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine, vaste Région déstructurée, parlera au cœur des citoyens si elle assure la solidarité et l'équilibre pour tous ses territoires.

La Région que nous voulons sera garante des services publics pour tous, elle ne peut laisser personne de côté. Dans un si grand ensemble, face à la compétition des grands pôles urbains attractifs, dans un contexte de mise en concurrence généralisée des territoires, beaucoup craignent la relégation. Il est de notre responsabilité de construire une Région garante de la République pour les plus vulnérables, une Région qui ne laisse personne de côté, une Région où chacun trouve sa place, une Région responsable de l'équité et la solidarité entre ses territoires.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



La Région que nous voulons fera la cohésion d'une République décentralisée. La fusion de nos 3 Régions d'origine ne doit entraîner ni dilution, ni renoncement, mais cohésion et efficacité. La nouvelle organisation doit permettre de fédérer tous les territoires de cette grande Région autour d'une vision collective et partagée. Démocratie, solidarité et exemplarité devront être au cœur de l'action publique régionale, avec comme impératif de répondre toujours mieux aux besoins des territoires et aux aspirations des personnes.

L'écologie c'est la maison commune. Nous avançons des fortes mesures d'égalité sur le déploiement du TER, des bus interurbains, sur un maillage plus fin des territoires par des transports adaptés et sur l'indispensable connexion avec la grande vitesse ferroviaire et les réseaux urbains, ainsi que sur l'offre de formation, contre le mal-logement et sur le réseau numérique.

L'écologie c'est naturellement l'action résolue sur les défis du climat, de l'énergie et des ressources naturelles. Nous posons des engagements clairs sur la transition énergétique, la qualité environnementale, celle de l'air, celle de l'eau, la protection de la nature, le ménagement du territoire, la qualité de notre agriculture. Il y a les indispensables négociations planétaires, les programmes nationaux, mais c'est l'impulsion régionale qui produira des avancées concrètes pour le climat et l'écologie sur le terrain. Ces changements sont d'autant plus nécessaires qu'ils sont porteurs de solutions pour l'emploi.

Car l'écologie c'est aussi l'emploi. L'Alsace, la Lorraine et la Champagne Ardenne, avec des parcours et des rythmes différents, ont en commun la destruction terrible de l'emploi industriel.

Il s'agit de reprendre la main. Nous ne faisons pas croire que la Région peut tout ; raison de plus pour cesser de se disperser, pour se concentrer sur l'essentiel : activer l'émergence concrète d'une nouvelle économie. Une économie solidaire, une économie qui s'appuie sur l'humain, les compétences et les territoires. Une économie sobre en foncier, en énergie et en ressources, une économie circulaire qui ne gaspille et ne jette plus. Cette mutation sera réussie si notre Région s'ouvre à ses horizons rhénans, européens et internationaux, si elle sait tirer partie du très fort potentiel transfrontalier.

L'écologie c'est l'ouverture. Nos différences sont une chance pour réussir. A l'heure des peurs et des tentations de replis, nous affirmons que le vivre-ensemble et, bien plus, le faire-ensemble sont les conditions de la République réelle. C'est par la vitalité culturelle, par l'échange fructueux des cultures régionales et des cultures d'ailleurs, par la haute qualité démocratique de nos actions publiques, que chacune et chacun nourrit sa motivation citoyenne, son envie de « faire société ». C'est par une démocratie renouvelée que cette nouvelle Région prendra tout son sens. La Région serait peu de chose



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



sans adhésion populaire, sans implication pour un dessein partagé. Mais l'identité d'un territoire ne se décrète pas, elle se construit dans la confiance. Celle de la Région ACAL se construira à travers la diversité de ses cultures régionales et la participation active de chacun à la fabrication des politiques de demain.

La Région que nous voulons sera déterminée à l'épanouissement de chacun, à l'émergence d'une culture d'ouverture au monde et à la maîtrise du changement.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 2. LA MÉTHODE ÉCOLOGISTE : RASSEMBLER ET GOUVERNER EFFICACEMENT

Les changements que nous portons face aux crises économique et écologique ne sont possibles que par la mise en place d'une vraie co-élaboration des politiques, fruit d'un dialogue actif et permanent entre les élus et la société civile. Le temps des choix décidés d'en haut par quelques-uns et imposés à tous a vécu. C'est valable pour les projets inutiles qui soulèvent les mobilisations citoyennes (GCO à Strasbourg, Usine Syndiese à Saudron, CIGEO à Bure...); ça l'est aussi pour les transformations écologiques que nous voulons. D'autant que la politique ne se réduit pas aux seuls élus : d'autres qu'eux sont porteurs d'initiatives. Notre démarche sera celle d'une Région accompagnante, qui soutient pleinement les initiatives des citoyens, des associations, de tous les acteurs régionaux engagés pour développer et animer leur territoire.

- ✓ Une démarche d'inclusion et d'apaisement qui s'adresse à toutes et tous, dans tous les territoires
- ✓ Une démarche « Grenelle » qui crée le dialogue entre les acteurs pour créer la dynamique nécessaire à des changements rapides, concrets et durables
- ✓ Des priorités claires pour concentrer les investissements sur l'emploi, la formation et la transition écologique
- ✓ Un pilotage rigoureux de l'action publique : coût et gain financier, maintien et création d'emplois, impact écologique, réduction des inégalités, efficacité à long terme. Face au manque de moyens et à l'urgence de la situation, la Région doit être réaliste, efficace et visionnaire.

### 2.1 Une nouvelle gouvernance

L'assemblée régionale et son exécutif seront dans leur fonctionnement à l'image des meilleurs standards démocratiques européens; ils ne seront pas ces caricatures de la V<sup>ème</sup> République présidentielle que sont bien trop souvent nos collectivités territoriales.

#### Nos engagements

- ✓ **Une séparation des pouvoirs**, permettant au délibératif (assemblée) de ne pas être un simple supplétif de l'exécutif. L'assemblée aura sa propre autonomie dans son animation et l'animation de ses commissions
- ✓ Harmoniser au mieux par un dialogue social approfondi l'organisation des **personnels de l'ensemble de la Région** (y compris les TOS des lycées) leurs régimes indemnitaires et de temps de travail et leur accès aux services d'Action sociale



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



Le Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER), est une assemblée consultative représentative des « forces vives » de la Région, chargée de donner son avis sur les questions entrant dans les compétences de la Région, avant qu'elles ne soient soumises au Conseil Régional. Aujourd'hui dans les 3 Régions ACAL on compte 253 membres des CESER.

- ✓ **Renforcer le CESER** pour en faire une « Assemblée du Temps Long » porte-parole des générations futures qui s'assurera que l'environnement et le progrès social soient au cœur de l'action publique. Il associera un Conseil de citoyens ordinaires tirés au sort et volontaires
- ✓ **Création d'un statut de Conseiller(e) régional(e) européen(ne) associé(e)s** permettant à 2 Représentant (e) s (Un Homme et une Femme) de nos Eurorégions voisines (Rhénanie Palatinat, Bade Wurtemberg, Sarre, Luxembourg), d'assister aux travaux du Conseil Régional Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine avec possibilité d'avis

## 2.2 Participation citoyenne

Élus, nous ne nous considérons pas comme propriétaires de nos voix pour 6 ans, libres de faire et de décider sans revenir vers les électeurs. Nous voulons une démocratie vivante, participative, exigeante. Nous voulons reprendre nos vies en main. Nous ne nous contenterons pas de 169 conseillers régionaux : nous voulons 5,5 millions de citoyens acteurs, écoutés et entendus ! Voici nos propositions pour redonner sens à l'un de nos biens communs les plus précieux : la démocratie.

### Zoom sur...

#### **Le laboratoire de l'innovation politique (Champagne-Ardenne)**

*Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le Conseil Régional de Champagne-Ardenne dispose d'un laboratoire d'innovation interne, le « Labo ». La structure est le fruit d'un travail mené par la Région et la « 27<sup>ème</sup> Région » laboratoire de transformation publique. Durant trois ans, une équipe pluridisciplinaire s'est rendue au Conseil Régional pour travailler avec les élus et les agents régionaux à l'élaboration de nouvelles méthodes de conception des politiques publiques.*

### Nos engagements

- ✓ **L'innovation publique territoriale pour une démocratie renouvelée** : mettre en place des processus de coproduction de nos politiques régionales avec les acteurs des territoires, lancement de ces démarches par un large débat ouvert en début de mandat
- ✓ **Un fonds régional de soutien à l'expérimentation citoyenne**, afin de soutenir des projets innovants sur le champ de l'économique, du social, du solidaire



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ Permettre à un Conseil de citoyens ordinaires tirés au sort et volontaires d'agir par **un budget participatif**, pour financer des projets associatifs et publics, ou monter ses propres projets
- ✓ Mettre en place une **Initiative Citoyenne Régionale** permettant à **50 000 citoyens du Grand Est** de proposer **une mesure pour la Région**. Tous les moyens pour faciliter la participation seront mis en place, notamment un site internet dédié
- ✓ **De nouveaux indicateurs** (bien-être, qualité de vie, progrès écologique et social), alternatifs au PIB, pour évaluer les politiques régionales suivant des critères connectés aux besoins réels des personnes

## 2.3 Égalité et solidarité des territoires

Le premier enjeu que les écologistes n'ont eu de cesse de porter est celui de l'égalité des territoires : sur un territoire aussi vaste que la Région ACAL, veiller à un aménagement équilibré est plus que jamais une priorité pour retisser la solidarité et la cohésion sociale et faire reculer la précarité. Chacun, quel que soit son lieu de vie, doit pouvoir bénéficier au quotidien de services de proximité et d'équipements adaptés pour se déplacer, travailler, communiquer, pratiquer ses loisirs...

### Le saviez-vous ?

La péréquation est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse, et donc les inégalités, entre les différentes collectivités territoriales. Encore insuffisamment développée, la "péréquation horizontale" consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités les plus "riches".

Peu compris et mal vécu par les habitants, l'un des objectifs affichés du nouveau découpage des régions est notamment de "rééquilibrer" les territoires régionaux en regroupant des régions densément peuplées avec des régions moins densément peuplées, des régions "riches" avec des régions plus démunies... Mais l'égalité des territoires ne peut se satisfaire d'un simple découpage de carte. La future Région Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine présente de fortes disparités. Il est de la responsabilité des futurs élus régionaux de tout mettre en œuvre pour qu'aucun territoire ne soit laissé pour compte. Concrètement, cela signifie pour tous un accès à des services publics de proximité, que l'on vive en ville ou en zone rurale : transports, santé, emploi, formation, sport, culture, logement... Chacun doit avoir le choix et bénéficier d'une même égalité de chance... et de réussite !



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## Nos engagements

- ✓ **Mettre en place une « Conférence des territoires » qui porte la parole des Pays et des intercommunalités** à côté de l'assemblée des élus régionaux. Elle sera force d'interpellation et de proposition pour la prise en compte des dynamiques locales, pour l'égalité des territoires, par exemple en réalisant partout l'accès à l'internet haut-débit. Ce fonctionnement s'appuyant sur le triptyque Région/ Pays/ Intercommunalité allant du stratégique à l'opérationnel préfigurera l'effacement progressif de l'échelon politique départemental qui reste pour nous une réforme nécessaire
- ✓ **Repenser une organisation administrative territorialisée** offrant des services de proximité et une répartition pertinente des services et des fonctions régionales
- ✓ **Un tableau de bord des aides régionales** pour soutenir en priorité le développement des territoires qui en ont le plus besoin
- ✓ **Dynamiser les échanges entre collectivités à toutes les échelles**

## Ils/elles l'ont fait (Lorraine)

Veille au soutien des territoires ruraux dans les aides accordées au développement, afin d'éviter certains déséquilibres (notamment par rapport au Sillon lorrain Thionville-Metz-Nancy-Epinal)

## 2.4 Vivre ensemble, lutte contre les discriminations et égalité des droits

L'échelon régional est un niveau intéressant pour lutter, de manière transversale, pour l'égalité réelle et contre toutes les discriminations (âge, sexe, origine, religion, orientation sexuelle, handicap, apparence physique...). De nombreuses actions peuvent être conduites en direction de personnes particulièrement discriminées, sur des thèmes définis (emploi, apprentissage, logement, transports, éducation, santé...), et ce sur les différents territoires de la Région.

## L'exemple de la Région Pays de la Loire !

Cette démarche d'engagement régional pour l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations doit être source d'inspiration. L'ambition est bien d'inscrire l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations au fondement des principes d'action de la Région et d'en faire un axe transversal, à la fois des politiques publiques qu'elle pilote (formation initiale et professionnelle, emploi, développement économique, aménagement du territoire, culture, sports, loisirs, logement, santé), mais également dans son fonctionnement interne (gestion des ressources humaines, commande publique, communication, accueil des usagers du service public régional).



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## Nos engagements

- ✓ **Une politique régionale intégrée de lutte contre les discriminations**, soutien à des projets innovants, d'expérimentation de formations-actions et développement de partenariats au niveau institutionnel, socio-économique et européen
- ✓ **Plan régional pour l'égalité entre personnes en situation de handicap(s) et personnes valides**, avec l'application du concept « d'accessibilité de la chaîne de déplacement » pour permettre à tous, et notamment aux personnes en situation de handicap, d'accéder aux équipements, services et activités au plus près du territoire
- ✓ **En tant qu'employeur**, sensibilisation des agents à la lutte contre les discriminations et au respect de la diversité au sein de ses effectifs ; équipes dédiées pour favoriser l'accueil et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ; procédure de recrutement s'appuyant sur une publicité des offres de poste accessible à tous et une analyse objective des candidatures dans le cadre d'une procédure collégiale et structurée, garantissant une sélection non-discriminatoire des embauches
- ✓ Application sur tout le territoire de la Convention cadre "**Territoire d'excellence en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**" signée par la Lorraine

## 2.5 Finances

### Une gestion responsable et efficace de l'argent public

La politique gouvernementale a réduit les dotations des Régions, la réforme territoriale n'a pas vraiment dégagé de recettes nouvelles. Les 3 anciennes Régions sont donc face à des problématiques financières identiques dans un contexte budgétaire extrêmement contraint marqué par la baisse des dotations et un levier fiscal très réduit.

La nouvelle Région reprendra un stock de dettes alourdi par le coût du TGV. Parce qu'elle n'aura pas les coudées franches, elle devra se polariser sur des priorités claires. L'efficacité sera impérative. Des marges seront dégagées en renonçant sagement aux projets « inutiles », aux gâchis d'argent public dans des projets d'infrastructures routières d'un autre âge ou des perfusions d'argent public pour le transport aérien (Vatry, Entzheim...)

## Nos engagements

- ✓ Engagement pour **la transparence des partenariats financiers et bancaires** de la Région : lutter contre les paradis fiscaux, le blanchiment et la corruption.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ Développer les **clauses sociales et environnementales** dans les marchés et achats publics de la Région
- ✓ **Recours aux emprunts obligataires** pour permettre aux citoyens de financer des projets 100% locaux
- ✓ Faire le choix de **partenaires bancaires et financiers à faible impact carbone**, c'est à dire n'investissant pas dans les entreprises contribuant au réchauffement climatique telles que listées par la "Carbon Tracker Initiative"
- ✓ **Opérer un contrôle du retour sur investissement** des grands projets menés par la Région, à minima en termes d'emplois créés et d'émissions de gaz à effet de serre

## Ils/elles l'ont fait (Alsace)

Motion déposée et adoptée le 29 octobre 2010 pour la transparence des partenariats financiers et bancaires de la Région. Modification du règlement financier pour plus de transparence : l'argent des contribuables ne doit pas alimenter des sociétés basées dans les paradis fiscaux et les blanchiments toxiques. Le rapport annuel détaillé des organismes est exigé.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 3. La transition écologique au service de l'emploi

*Revitaliser l'économie et l'emploi en agissant pour le climat et la transition écologique*

### Emploi et climat : même combat !

Le retour de la vitalité économique et la reconquête de l'emploi ne sont pas à la portée des recettes classiques d'actions régionales. Aucune de nos 3 anciennes Régions n'a manifestement atteint des résultats nettement meilleurs que les autres sur ce front là. A droite comme à gauche, le remède se décline en deux mots, innovation et exportation, résumé en une recherche désespérée de la croissance et en un investissement dans les grandes infrastructures. Or, la saturation des marchés occidentaux rend la croissance impossible et les gains de productivité vident la croissance résiduelle de ses emplois.

Tout n'est pas vain pour autant car on peut discerner ce qui s'est avéré utile, structurant, ce qui se profile comme prometteur : s'engager pour l'économie verte. Nous devons changer de stratégie économique, pour donner du travail à tous et répondre aux défis du climat, de l'énergie, de l'environnement.

Ca n'est pas pour renforcer les grands groupes dans la compétition internationale que la Région est attendue. C'est pour permettre la transformation écologique d'une économie de la qualité dans nos territoires que la Région est irremplaçable. C'est par là qu'elle peut tenir son rôle pilote renforcé par les lois MAPTAM et NOTRe. Chef de file de la stratégie économique sur son territoire, la Région pilote l'élaboration du SDREII (schéma régional de développement économique, de l'innovation et de l'internationalisation) – dont l'économie sociale et solidaire – en concertation avec les autres collectivités (intercommunalités et métropoles). Ce document définit les orientations stratégiques en matière économique au sein de l'espace régional. Il s'appuie notamment sur les axes de « spécialisation intelligente » et les pôles de compétitivité (projets territorialisés de recherche et de développement).

En plus de ce rôle stratégique, les Régions disposent d'autres leviers en matière économique comme les aides aux entreprises.

Ces compétences, ces moyens, il nous faut les mobiliser pour engager une vraie revitalisation économique : c'est par la transition écologique de notre économie que nous créerons dans notre Région les emplois d'aujourd'hui et de demain. L'emploi ne peut pas tout justifier : il doit être socialement utile, et l'activité qui le supporte doit respecter notre environnement et nos ressources, sans obérer l'avenir.

Pour le climat, pour l'emploi, ce sera gagnant/gagnant !



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 3.1 Emploi local : Réussir la conversion de l'économie et mieux accompagner les entreprises

La Région est utile quand au cœur de ses territoires elle sait animer, accompagner, pour reconquérir des productions industrielles de qualité, renforcer les PMI, les PME, nos artisans, nos acteurs économiques de terrain, ceux de l'économie sociale et solidaire, ceux du tourisme durable, ceux de l'agro-écologie, toutes celles et ceux-là qui font ici et dès maintenant l'émergence d'une économie nouvelle. Qualité des produits, qualité de vie, qualité des compétences, qualité de l'usage des énergies et des ressources. Il s'agit de développer des produits durables, réparables et recyclables en fin de vie, avec l'ambition de concurrencer les fabrications des pays à bas coûts, non sur le prix mais sur la qualité.

### Zoom sur...

#### la conversion industrielle des hauts fourneaux de Florange

*« Au-delà du poids historique et symbolique de ce secteur, les intérêts économiques en jeu sont majeurs. Des millions d'emplois dépendent de l'économie liée à l'acier en Europe aujourd'hui et il convient de soutenir et préserver l'industrie de l'acier et les secteurs qui en dépendent. Cette stratégie doit s'inscrire dans une modernisation volontariste de ce secteur et intégrer une démarche globale de réduction de nos émissions de CO<sub>2</sub> et de développement de la filière des énergies renouvelables. La filière éolienne est un débouché de nos industries sidérurgiques qu'il ne faut pas négliger. » Sandrine Bélier*

### Nos engagements

- ✓ **Réunir tous les acteurs en une Conférence Sociale et Économique** pour établir une feuille de route partagée, et rebâtir la vocation industrielle de la Région
- ✓ **Consacrer les aides de la Région exclusivement aux acteurs économiques** qui agissent en faveur de l'emploi local et du climat. Il s'agit d'accompagner les investissements en faveur de l'environnement (nouvelles techniques économisant l'eau et l'énergie, réduisant les risques de pollutions...) ou de l'innovation sociale. Les aides seront refusées aux investissements entraînant la contraction du nombre de postes de travail. Mettre fin au gaspillage des aides attribuées aux grands groupes. Rediriger les aides vers les petites et moyennes entreprises des territoires et les acteurs de l'économie sociale et solidaire
- ✓ **Diversifier les formes d'aides plutôt que la seule forme de subventions** : conseils, aide à l'accès au micro-crédit, garanties d'emprunts, prêts à taux zéro, avances remboursables...
- ✓ **Développer les innovations en sollicitant la créativité des entrepreneurs**, confirmés ou non, à partir d'appels à projets en réponse à des cahiers des charges déroulant notre stratégie
- ✓ **Accompagner les salariés dans la reprise d'entreprises en difficulté sous forme coopérative**



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **Mobiliser les friches et les locaux vacants pour mieux accueillir les activités**, en généralisant à l'échelle de la grande Région le modèle de l'Établissement public foncier régional lorrain et des démarches coordonnées en Établissement Public d'Aménagement. Cet outil mobilisera les friches et les locaux vacants pour l'implantation de nouvelles activités. Le foncier des zones d'activité ne sera plus vendu aux entreprises, mais concédé, de manière à faciliter les transitions en cas de cessation d'activité. Cette mesure doit permettre d'économiser l'espace
- ✓ **Initier la reconversion du site pétrochimique de Carling**, s'impliquer dans celle de la Vallée des Anges (Florange, Gandrange etc...)
- ✓ **Accompagner les TPE/PME dans leurs démarches R&D** et leurs efforts vers des secteurs d'avenir (énergies renouvelables, chimie verte, etc)
- ✓ **Impulser et soutenir par des subventions la création d'espaces de co-working** pour mélanger les populations de travailleurs indépendants et des TPE, améliorer leurs conditions de travail et permettre l'innovation propice aux start-ups
- ✓ **Renforcer les bassins transfrontaliers en priorisant leurs qualités sociales, économiques et territoriales** (ne pas rééditer des échecs comme Terralorraine, réussir l'E.P.A. Alzette-Belval, créer sur le bassin de Fessenheim un parc d'activité innovant profitant de la synergie transfrontalière)

## 3.2 Soutenir une économie de la coopération : une économie riche d'emplois et de sens

L'innovation collective est de loin préférable à la concurrence acharnée de tous contre chacun, de chaque ville ou communauté de communes contre sa voisine. La coopération est notre avenir, elle est aussi le signe d'une société apaisée. Pour créer de l'activité et de l'emploi dans les secteurs du commerce et de la distribution, de la restauration, de l'artisanat, de la garde d'enfants, de l'aide aux personnes âgées ou en situation de handicap, du numérique ou encore du recyclage, nous faisons le pari de l'économie sociale et solidaire. Sous toutes ses formes, nous appuierons cette autre façon d'entreprendre où le capital est partagé, les écarts de salaires contenus et les bénéfices justement répartis.

### Le saviez-vous ?

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) désigne des formes d'entreprendre collectivement qui allient au quotidien gouvernance démocratique (1 personne = 1 voix), performance économique et utilité sociale, que ce soit sous forme d'associations, de mutuelles, de fondations ou de coopératives. Soutenir l'ESS dans notre Région Grand Est, c'est promouvoir la création d'emplois durables et non-délocalisables, et le développement d'activités qui respectent l'humain et l'environnement.

Avec 10,8% du total des emplois salariés, dans l'économie sociale en Alsace, 11,7% en Lorraine et 11,3% en Champagne-Ardenne, **le poids de l'ESS dans l'économie de la grande Région ACAL, loin d'être**



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



**négligeable, est en constante progression depuis 10 ans (+12,3%) dans un contexte pourtant peu favorable.**

L'ESS n'est pas un secteur à part, mais bien le vecteur de nouveaux modèles économiques dans tous les secteurs d'activités. Ainsi, à l'échelle régionale, elle doit être intégrée dans l'ensemble des politiques de la Région Grand Est, au niveau stratégique comme en transversal dans les politiques sectorielles (développement économique, culture, agriculture, lycées, mobilité, déchets, aménagement du territoire, énergie...).

## Nos engagements

### Une politique ESS cohérente, visible et partenariale

- ✓ Un budget dédié à l'ESS et des passerelles adaptées vers les dispositifs de l'économie classique
- ✓ Une commission, un élu responsable
- ✓ Une antenne de la CRESS (Chambre Régionale de l'ESS) et une maison de l'ESS au moins dans chaque département
- ✓ Mettre en cohérence les dispositifs régionaux avec ceux des Conseils Départementaux, des agglomérations et des communes en particulier en matière d'insertion par l'activité économique (IAE)
- ✓ Améliorer le dialogue avec les Missions Locales pour des contrats d'objectifs mieux adaptés au contexte de chaque Mission Locale
- ✓ Former les agents et élus régionaux à l'ESS pour une intégration transversale
- ✓ Renforcer le soutien et le partenariat avec les CRESS, têtes de réseaux de l'ESS
- ✓ Renforcer le soutien aux structures d'insertion, qui représentent 1/3 des emplois

### Des outils et financements adaptés aux structures de l'ESS

- ✓ Bonifier les aides au secteur de l'ESS
- ✓ Amplifier la mise en pratique des clauses sociales et environnementales en premier lieu dans les chantiers des collectivités territoriales
- ✓ Amplifier la pratique des achats responsables en premier lieu dans les achats des collectivités territoriales
- ✓ Créer une plateforme de crowdfunding ESS régionale et une bourse d'emplois collaborative pour l'ESS
- ✓ Généraliser le dispositif CREALOR et augmenter le soutien aux petites associations, très créatrices d'emplois
- ✓ Soutenir la formation des bénévoles associatifs
- ✓ Mieux détecter et soutenir les entreprises de l'ESS en difficulté, anticiper les cessations d'activité ; amplifier la reprise-transmission des entreprises en société coopérative par une autre aide financière aux salariés qui reprendraient l'entreprise
- ✓ Lutter contre les problèmes de liquidités des TPE/PME en créant une plateforme régionale autofinancée de compensation des monnaies locales complémentaires comme moyen de paiement au sein d'un réseau interentreprises



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## Zoom sur...

### Les pôles territoriaux de coopération économique champardennais

*Un pôle territorial de coopération économique (PTCE) est un regroupement, sur un territoire donné, d'initiatives, d'entreprises et de réseaux de l'économie sociale et solidaire associé à des PME socialement responsables, des collectivités locales, des centres de recherche et organismes de formation, qui met en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de **projets économiques innovants de développement local durable**.*

*En Champagne-Ardenne, deux projets ont été labellisés PTCE. Le premier est porté par l'association de regroupement pour le développement des acteurs et des initiatives nouvelles d'économie solidaire (Ardennes). Et le second à Saint-Dizier en Haute-Marne, est porté par la CIS DT 52 (Coopération industrielle et sociale pour le développement territorial 52), et mène une expérience de réindustrialisation du bassin d'emploi de Saint-Dizier en lien avec une entreprise d'insertion.*

*Une belle reconnaissance de la contribution de l'ESS au développement de l'économie dans nos territoires !*

## 3.3 Énergie & Climat : une Région pilote de la transition énergétique et climatique

Il faut innover pour offrir de vraies solutions. Les activités et les emplois de la transition énergétique sont le potentiel économique d'avenir. Notre nouvelle Région est à la croisée des chemins. Le pétrole et le gaz sont à l'origine du dérèglement climatique, il faudra arrêter d'y recourir : industries, transports et logements du Grand Est ont ce défi à relever (ils sont l'essentiel de notre trop forte consommation). L'énergie nucléaire est une fausse solution puisque les réserves en uranium sont limitées, que la question des déchets ne sera jamais réglée (Soulaines en sub-surface et le projet dément de Bure en témoignent), et que la dangerosité et le coût des réacteurs vieillissants rendent les fermetures progressives indispensables (Fessenheim dès maintenant, puis Cattenom, Nogent, Chooz). Des jalons sont en place : le programme Energivie en Alsace, « Habiter mieux » en Lorraine, l'éolien en Champagne-Ardenne... En misant à grande échelle sur l'efficacité énergétique (diminuer la consommation) et les énergies propres et renouvelables nous protégerons notre environnement et nous créerons des emplois nombreux, qualifiants, et impossibles à délocaliser.

Avec la fermeture de Fessenheim, la Région peut s'inscrire en pionnière de la transition énergétique. Chasse aux gaspillages (économies d'énergie, efficacité énergétique des appareils), organisation d'un nouveau modèle de tissu économique basé sur les principes de l'économie circulaire, développement de produits nouveaux basés sur la recherche et l'innovation feront évoluer l'ensemble du territoire et seront créateurs d'emplois. Même des secteurs peu attendus comme l'agriculture (méthanisation, matériaux d'isolation biosourcés) trouveront un nouveau souffle. En parallèle, l'industrie nucléaire



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



peaufinera ses savoir-faire en matière de démantèlement, pourvoyeur d'emplois et créateur d'un savoir-faire exportable à l'échelle nationale et internationale.'

Il s'agit donc de fixer et tenir des objectifs de réduction de la consommation énergétique, d'essor des renouvelables et de sortie du nucléaire.

## Ils/elles l'ont fait (Alsace)

A l'initiative des élus écologistes d'Alsace, du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat, vote à l'unanimité par le Conseil Rhénan (instance politique trinationale du Rhin supérieur) d'une résolution exprimant la volonté commune, avec la fermeture annoncée de la centrale de Fessenheim, d'engager la reconversion énergétique et économique du territoire.

## Nos engagements

- ✓ **Réaliser un rapport "GIEC régional"** avec des partenaires (universités, ADEME, Agences Régionales de Santé, etc) pour mieux appréhender les stratégies d'adaptation au changement climatique en ACAL
- ✓ **Un Service public régional de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables** sera mis en place. Il sera fondé sur trois démarches :
  - **Créer une Coordination Publique Régionale pour conforter les politiques de transition énergétique pour les bâtiments (le neuf et l'existant).** Elle assurera la synergie entre les ménages, les artisans, les institutions financières et les collectivités territoriales pour accélérer les chantiers par le tiers-financement et des stratégies territoriales. Le programme « Habiter Mieux » pour améliorer le confort des logements et diminuer la facture d'énergie sera généralisé. La Région mettra la rénovation à portée de tous grâce à du préfinancement, avec un objectif de 60 000 logements rénovés par an
  - **Créer une Société Publique Locale pour rénover les bâtiments publics** (lycées, piscines, hôpitaux, écoles, salles polyvalentes, etc) et le parc social des collectivités. La SPL sera capitalisée en fonds propres à hauteur de 25M€ par la Région. Ses emprunts seront garantis par la Région. La SPL interviendra en tant que tiers-financeurs et à travers des contrats CREM (conception, exploitation, réalisation maintenance). Les collectivités verseront des loyers (en partie compensés par les économies d'énergie réalisées) à la SPL, qui leur versera une redevance. Les bâtiments rénovés devront répondre à la norme BBC. L'objectif est de réaliser en 3 ans une cinquantaine d'opérations de 0,5 à 10M€ pour un total de travaux estimé à 250M€, la création de 5000 emplois, des économies d'argent public et des factures d'énergie réduites dans les logements sociaux et les budgets des collectivités
  - **Créer un Fond d'Investissement Régional pour les énergies renouvelables.** Il prendra la forme d'une société de capital risque, et sera doté de 25M€ de capital initial par la Région et devra lever 25M€ supplémentaires en financement privé, associatif et



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



citoyen. Piloté par la Région, il aura pour objectif d'investir les 50M€ dans des projets d'énergie renouvelable sur le territoire. Il interviendra en fonds propres ou quasi fonds propres, dans des projets à maturité et en investisseur patient (jusqu'à 20 ans). L'objectif est de voir l'émergence de 100 projets en 3 ans, pour un effet levier escompté de 500M€ et la création de 7 000 emplois. Il aura pour mission secondaire de développer le financement citoyen des énergies renouvelables

- ✓ **Soutenir davantage les Espaces Infos Énergie** et les plateformes territoriales de performance énergétique
- ✓ **Développer les échanges frontaliers en matière d'efficacité énergétique** des bâtiments en s'appuyant sur le Pôle de coopération transfrontalier en ecorénovation et ecoconstruction "Ecotransfaire" créé par la Lorraine
- ✓ Encourager la **prise en compte des enjeux de qualité sanitaire et environnementale dans la rénovation énergétique** des bâtiments
- ✓ **Faciliter l'émergence de projets d'énergie renouvelable :**
  - Encourager la création et la réhabilitation de microcentrales hydroélectriques dans les anciens moulins existant sur les cours d'eau, les canaux déclassés, les lacs de montagne
  - Définir les potentialités des territoires en matière de production d'énergie renouvelable et rendre accessible l'information aux porteurs de projet

## Ils/elles l'ont fait (Lorraine)

La Lorraine est la première Région de France pour la rénovation de son parc social. Une Société régionale d'énergie a été créée. Celle-ci propose un accompagnement financier, de l'ingénierie et un business plan pour des projets d'économie d'énergies et de développement d'énergies renouvelables. Pour réduire la consommation d'énergie dans l'industrie, le REEL (Réseau Environnement Entreprise Lorraine) a été lancé.

### Zoom sur...

#### **Le Parc éolien citoyen "Ailes des Crêtes" de Bouvellemont et Chagny**

*Ce parc éolien est unique en France à plusieurs titres. L'investissement est ouvert à 100% aux citoyens et est accessible à partir de 100€. Via l'opération Chaîne de solidarité des communes envers le Parc, 30 communes du territoire ont investi à travers Enercoop Ardennes Champagne aux côtés de la Région et la Communauté de communes des Crêtes Préardennaises. Une éolienne du Parc est réservée à la propriété exclusive d'enfants : les parents peuvent souscrire des parts de 100€ aux noms de leurs enfants, et la génération actuelle lègue ainsi un patrimoine durable et porteur d'avenir à la génération future. L'électricité sera vendue à Enercoop (pour son offre 100% renouvelable).*



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **Devenir la Région pilote de la sortie du nucléaire** : accompagner la fermeture et le démantèlement des réacteurs, la reconversion et le dynamisme des bassins d'emplois, à commencer par celui de Fessenheim ; refuser l'enfouissement irresponsable des déchets nucléaires à Bure. L'avenir sera plus sûr et l'argent public mieux utilisé.

## **BURE : NON au projet de centre d'enfouissement CIGEO !**

Projet d'enfouissement, à plus de 500 m de profondeur, de déchets hautement radioactifs, et ce pour une durée de plusieurs millions d'années. L'article introduisant le projet dans la loi Macron via le 49-3, a été censuré par le Conseil constitutionnel début août. Les écologistes préconisent la mise en place des solutions de stockage réversible en subsurface pour les déchets existants. Ils demandent la sortie du nucléaire et l'arrêt de la production de déchets nucléaires. Nous devons garantir la préservation de notre environnement ainsi que la sécurité et la santé des citoyens.

## **3.4 Économie circulaire : une Région zéro déchet zéro gaspillage**

La Loi vient de confier à la Région la responsabilité du plan régional de prévention et de gestion des déchets. C'est un vrai levier stratégique pour coordonner au plan régional l'effort des collectivités et des entreprises afin de réduire fortement le volume des déchets et en recycler la majorité. C'est un des chantiers d'émergence d'une économie circulaire réduisant la consommation, évitant le gaspillage de matières premières et optimisant la récupération d'énergies.

### **Ils/elles l'ont fait (Lorraine)**

Création d'une réelle filière régionale de méthanisation ou comment faire des déchets agricoles ou domestiques une vraie ressource (production de gaz et sous-produits).

### **Nos engagements**

- ✓ Créer un **Observatoire régional des déchets et du gaspillage**
- ✓ Créer un **Pôle régional des déchets et du gaspillage**, au sein duquel sera intégré l'Observatoire, et qui permettra aux filières, aux collectivités, aux éco-organismes et aux associations de consommateurs de travailler ensemble. Le pôle proposera des formations et assistera les collectivités et les entreprises dans leurs plans de réduction des déchets
- ✓ **Faire de l'ACAL la première Région à signer la Charte d'engagements réciproques avec l'association Zero Waste France** pour co-développer une démarche compréhensive dans le cadre du programme Territoires Zero Waste



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **Soutenir la mise en place de consignes en vue du réemploi des contenants en verre et en plastique sur les territoires** en structurant une filière régionale d'emballages (bouteilles, etc), en concertation avec les professionnels et les associations de consommateurs
- ✓ **Soutenir la récupération de chaleur dans l'industrie**, et les projets de récupération des flux de matières et d'énergie
- ✓ Structurer une **filière propre de biogaz** à partir des déchets agricoles et ménagers. Le compost produit sera utilisé dans l'agriculture. Au lieu de coûter cher et de polluer, nos déchets organiques auront une deuxième vie
- ✓ Respecter le **principe de proximité** dans le traitement des déchets

## 3.5 Tourisme : passer de l'industrie touristique polarisée au tourisme durable intégré

L'attractivité touristique et historique n'est bien sûr pas uniforme sur la nouvelle Région, tous nos territoires ne sont pas identifiés de la même façon comme des destinations touristiques à part entière. Cette diversité, ce caractère contrasté, est d'ailleurs la marque des offres authentiques, riches de cultures, d'histoire, de découvertes, de plaisirs et de nature vivante. L'enjeu économique est évident : le tourisme représente près d'un emploi sur 20 dans le Grand Est, emplois d'autant plus précieux qu'ils sont non délocalisables.

S'il faut structurer, valoriser, informer, former et professionnaliser davantage, il serait contre-productif de miser sur des produits « hors-sol » (tirons la leçon de l'échec du Bioscope en Alsace), sur les seuls pôles déjà très attractifs, les lieux déjà surfréquentés ou sur de la communication désincarnée. Le tourisme est durable s'il a du sens : celui de l'échange respectueux entre le territoire hôte et ses visiteurs. C'est pourquoi, nous rejetons le modèle artificiel du « center park » qui ne sert pas l'économie locale. L'attractivité de notre région repose sur la qualité et la diversité de ses paysages et de son patrimoine, qui constituent les piliers fondamentaux du tourisme français. La banalité n'attire pas.

Il s'agit de s'appuyer sur les projets locaux, sur l'éco-tourisme qui respecte la faune, la flore et intègre une pédagogie ; sur le tourisme culturel urbain qui contribue à libérer nos villes du tout-voiture et à ménager des espaces apaisés de sociabilité.

### Nos engagements

- ✓ **Accompagner les territoires** dans la définition et la mise en œuvre de projets de développement d'activités et d'une économie du tourisme local
- ✓ **Protéger le patrimoine et le paysage** à travers un plan local concerté et aider notamment à la valorisation des cœurs de villages et des quartiers urbains
- ✓



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **Développer le tourisme écoresponsable** et les structures comme les Centres d'Initiation à la Nature, les auberges de jeunesse et les centres d'accueils internationaux
- ✓ **Créer une offre globale favorisant le développement touristique responsable** dans le massif Vosgien élargi, dans le secteur de la Forêt d'Orient – Lac de Der et le secteur frontalier des Ardennes, intégrant productions locales, hébergements, déplacement doux, sensibilisation à la protection de la nature
- ✓ Renforcer le **développement touristique des Ardennes** au moyen d'une coopération renforcée avec les Ardennes belges
- ✓ Inciter aux **déplacements alternatifs** à la voiture particulière (pass comprenant les transports publics, des nuitées et activités de loisirs)
- ✓ Valoriser le **patrimoine industriel**, atout essentiel du Grand Est
- ✓ Faire du Grand Est une **Région d'excellence gastronomique et touristique** pariant sur le bio de plus en plus recherché dans les grands restaurants (vins et plats). Cela induirait toute une filière intégrée allant de la production à la distribution et la formation des métiers de bouche et métiers agri-viticoles... tout en développant un tourisme durable autour de sites remarquables
- ✓ Créer les **conditions d'une perméabilité optimale entre les productions locales et le flux annuel de millions de visiteurs**, de manière à élargir l'impact économique du tourisme et faire vivre des circuits courts producteurs/consommateurs : vignoble, autres productions agricoles et pâtisseries... La vente de souvenirs « made in China » sera découragée



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 4. Mieux vivre au quotidien

*Améliorer durablement le quotidien de chacun en ménageant les ressources et en luttant contre les inégalités, créer une éco-région pour mieux vivre.*

La Grande Région Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine est un **territoire fort en contrastes**, qu'il s'agisse de la répartition de la population ou des infrastructures. Les grandes aires urbaines, beaucoup plus denses que les zones rurales, sont des lieux où se concentrent les activités, les équipements et les services, mais aussi où s'exercent de fortes pressions sur l'environnement.

Un enjeu majeur est celui de la **qualité de notre environnement** : notre santé en dépend fortement, tout comme notre qualité de vie. Il s'agit d'avancer sur les enjeux de santé publique en supprimant les déserts médicaux. Notre grande Région est marquée par ses activités industrielles et agricoles : améliorer la qualité de notre eau, de notre air, de nos sols doit être une préoccupation constante pour préserver notre santé et l'avenir des générations futures. **Le déstockage des déchets empoisonnés de Stocamine s'impose.** Protéger nos terres agricoles aujourd'hui, c'est assurer notre autonomie alimentaire demain. De même, les espaces naturels, la biodiversité et les paysages, constituent une véritable richesse et des lieux de ressourcement pour tous.

La Région est incontournable pour les transports de la vie quotidienne. Elle doit faire des choix clairs, ambitieux et réalistes en faveur des alternatives au tout-routier.

**L'égalité d'accès au numérique par la couverture complète en haut-débit nécessite également une implication totale du Conseil Régional.** Il s'agit d'un droit capital pour chacun et particulièrement pour la vitalité économique de tous nos territoires. Autant pour assurer une couverture haut-débit partout aux mêmes tarifs négociés que pour promouvoir l'usage des outils et de la culture numérique, la Région s'engagera.

Enfin, **en tant que pilote de l'aménagement régional**, la Région a un rôle primordial à jouer pour décloisonner et donner de la cohérence aux politiques sur l'urbanisme, le foncier, les infrastructures, la biodiversité, l'eau, l'énergie et le climat. Autant d'enjeux du mieux vivre pour la nouvelle Région.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 4.1 Vivre en bonne santé dans ma Région

La santé est une compétence de l'État. Si la Région n'a pas d'obligation réglementaire à s'impliquer dans le domaine de la santé (ainsi l'Alsace ne porte pas de politique santé alors que la Lorraine et Champagne-Ardenne le font), elle peut néanmoins décider de s'en saisir volontairement, notamment en intégrant la santé environnementale en transversal à ses politiques, ainsi que l'y incite le nouveau plan national santé environnement 3 (PNSE 3).

De par son échelle territoriale et ses compétences, l'intervention de la Région est particulièrement pertinente en matière d'expérimentation, d'innovation, d'information et plus généralement, sur les questions de prévention et de promotion de la santé.

Pour les écologistes, la politique régionale de santé ne se résume pas à la notion de réparation, de soin, de progrès techniques. **Chacun doit pouvoir vivre dans un environnement qui lui permette de rester en bonne santé.**

### Les propositions écologistes s'articulent ainsi autour des axes suivants :

- la démocratie sanitaire fondée sur la lutte contre les inégalités sociales de santé, l'accès aux soins pour tous et un renforcement des droits
- la prévention basée sur la santé environnementale
- la santé holistique (physique, mentale, au travail, dans l'écosystème) dont les thérapies non médicamenteuses
- la recherche guidée par les besoins sanitaires réels et non par des considérations économiques
- le principe de précaution comme principe d'innovation

### Ils/Elles l'ont fait ! (Lorraine) :

- Dispositif expérimental d'aide à l'accès à une mutuelle santé pour les précaires et pour les étudiants dans le cadre de MULTI Pass+, devenu ACS (Aide à la Complémentaire Santé) au niveau national
- Vigilance sur le développement des programmes d'E-santé. Téléconsultation des informations médicales des personnes isolées, âgées, prisonniers, etc
- Accompagnement du projet SAILOR (Santé, Autonomie, Innovation en LORraine)



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## Nos engagements

- ✓ **Un axe transversal de santé environnementale** intégré au SRADDET pour intégrer la santé dans toutes les politiques régionales (intégrer un volet santé à chaque délibération) : biodiversité, climat, éducation, développement économique, gouvernance...
- ✓ **D'abord la prévention !** La qualité de l'air (extérieure et intérieure), l'alimentation biologique et la lutte contre les perturbateurs endocriniens (produits chimiques, pesticides...) : grandes causes régionales. C'est-à-dire des fonds régionaux aux associations, des campagnes de communication, l'éducation et la formation à la santé environnementale (personnel de santé, travailleurs sociaux, lycéens, formations sanitaires et sociales, élus...), le soutien à la recherche dans ces domaines, un observatoire régional élargi à la santé environnementale
- ✓ **Nous développerons la formation** à la santé environnementale, à une alimentation saine et à la prévention des risques notamment dans le champ de la médecine du travail, en relation avec les CHSCT (Comité hygiène sécurité et conditions de travail). Nous accompagnerons les particuliers face aux enjeux de santé environnementale (OGM, perturbateurs endocriniens, ondes électromagnétiques, air intérieur, etc)
- ✓ **La santé pour tous ! Stop aux déserts médicaux et aux inégalités sociales de santé :** Cartographie de l'état de santé des territoires comme outil pour les élus locaux en fonction des réalités territoriales ; déploiement de Maisons de santé pluriprofessionnelles et de maisons de santé mobiles, accès aux soins et aux médicaments pour tous sans discrimination (populations migrantes), réhabilitation des habitats vétustes
- ✓ **La santé au travail : lutter contre les causes professionnelles des cancers** - Créer des CHSCT territoriaux avec prise en compte des questions environnementales et dialogue avec les employeurs/industriels et populations alentours; cf *Programme CIRCE (Cancer Inégalités Régionales et Cantonales et Environnement)* ; dépistage; formation; conditionnalité des aides aux entreprises

## 4.2 Soutenir nos agriculteurs et améliorer notre alimentation

Emplois agricoles en baisse, difficultés économiques, surendettement, petites exploitations menacées, pollution des eaux, scandales sanitaires : le modèle agro-alimentaire intensif fait faillite. Aider nos agriculteurs à en sortir, tel doit être le rôle de la Région : il est temps de renforcer fortement la production et la consommation de produits issus de l'agriculture paysanne, biologique et locale.

Les écologistes s'impliquent pour une agriculture répondant aux demandes sociales : sécurité alimentaire, emploi, respect des ressources, entretien du territoire, production de beaux paysages, bien être animal. Celle-ci avance parce que des agriculteurs évoluent en assumant qu'ils remplissent deux fonctions : agents économiques et producteurs de biens collectifs.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



Notre volonté est de préserver une paysannerie familiale et autonome, face à l'industrialisation de l'agriculture, en valorisant les produits locaux, en favorisant les filières de proximité par les organisations territoriales de producteurs et en structurant les circuits courts producteurs/consommateurs. Le développement d'une agriculture bio et le bien-être animal sont des axes forts de notre démarche.

La nouvelle Région prendra la responsabilité de gestion du 2<sup>ème</sup> pilier de la Politique Agricole Commune ; concrètement, elle co-pilotera avec l'État l'ensemble des politiques publiques agricoles. Cette compétence majeure nécessite des élus résolus à agir.

La marge de manœuvre régionale résidera pour l'essentiel dans la répartition de ces fonds européens, des co-financements nationaux et de ses subventions propres. La cohérence avec les orientations régionales doit être garantie au travers d'une convention d'objectifs signée avec la profession.

La Région est aussi un acheteur majeur capable d'orienter le marché, notamment pour l'approvisionnement des restaurants des lycées et de ses services. Ce levier sera déterminant.

## Nos engagements

- ✓ Aider l'installation de **500 paysans par an dans nos campagnes** en mettant en œuvre les plans régionaux avec ambition, pour atteindre les objectifs fixés pour la reprise des exploitations, la conversion en bio et le développement de l'agro-écologie. Promouvoir, avec le financement des fonds européens, une agriculture de territoire, autonome, qui fournisse un revenu décent aux paysans
- ✓ **Faciliter l'accès aux métiers paysans pour les candidats non issus du milieu agricole** et/ou porteurs de projets innovants
- ✓ **Enrayer nettement puis stopper l'artificialisation des sols avant 10 ans** pour maintenir les terres agricoles et les milieux naturels
- ✓ **Les producteurs voulant se réorienter vers la production bio seront accompagnés pendant toute la période de transition.** Le niveau d'aide prévu au Plan de développement rural sera tenu. Les aides à l'investissement seront majorées pour le bio
- ✓ **La contractualisation des modes de gestion de l'espace agricole et pastoral sera généralisée au travers des mesures agroenvironnementales territorialisées.** Les cahiers des charges seront négociés avec l'État et l'Europe. La démarche visera notamment à rétablir des prairies, préserver les vergers, développer le maraichage, à diversifier la production céréalière (notamment retour du blé sur le maïs en Alsace), à créer des corridors dans l'espace cultivé, à reconstituer un lien polyculture élevage
- ✓ La mise en place de **circuits courts** consistera à travailler avec les **acteurs de la distribution**, à favoriser les marchés paysans et les commerces de producteurs locaux dans les villes et villages, à protéger ou réinstaller les productions maraichères en proximité urbaine, au besoin en mettant en place les zones d'agriculture protégée prévues par la loi



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ Les subventions seront conditionnées au **respect du bien-être animal** et dégressives en fonction de la taille des fermes
- ✓ La Région, au titre de ses responsabilités pour la **formation**, pèsera pour que soit introduit une sensibilisation à la citoyenneté paysanne dans les cursus des lycées et centres d'apprentissage agricoles
- ✓ **Réaliser un plan restauration locale et bio des lycées** : les restaurants des lycées seront sans OGM, ils se fourniront au minimum à 50% de produits locaux et à 20% de produits bio. Ils proposeront un menu alternatif végétarien. 1500 emplois locaux seront générés ainsi avant la fin du mandat
- ✓ En s'appuyant sur les expériences des régions d'origine, **constituer un pôle régional de compétence pour la restauration collective locale et bio, l'alternative végétarienne et l'alimentation de qualité** pour organiser les filières locales et leur assurer des débouchés, ainsi que former les personnels de la restauration collective à un nouvel approvisionnement et à une autre cuisine

## 4.3 Biodiversité, forêts, espaces naturels, eau : c'est maintenant qu'il faut agir !

La nature est incontestablement l'une des richesses de la nouvelle Région Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine. Mais ce patrimoine exceptionnel est fragile. Il a déjà été très dégradé par de lourds impacts industriels, par l'artificialisation des sols du fait d'une urbanisation non maîtrisée, par des infrastructures de transport et par l'agriculture intensive. Nous savons que le changement climatique aggravera cette érosion de la biodiversité. Ce bien commun fournit l'essentiel de nos ressources, il fait la poésie de notre environnement : il est plus qu'urgent de redonner toute sa place à la nature, en milieu urbain comme en milieu rural !

Sur le terrain, des outils existent et des acteurs s'engagent. Des structures associatives aux structures institutionnelles (parcs régionaux, conservatoires, collectivités, la politique menée par un vice-président écologiste en Lorraine...) en passant par les initiatives citoyennes, nombreux sont celles et ceux qui travaillent au quotidien pour la connaissance, la protection et la restauration de la biodiversité et l'éducation à la nature. Notre politique s'appuiera sur ces réseaux, sur leurs acquis, et leur mise en synergie à la nouvelle échelle régionale.

Les 3 Régions d'origine viennent de fixer leurs Schémas Régionaux de Cohérence Écologique : la tâche du mandat à venir est de les mettre effectivement en œuvre en mobilisant chacun de nos territoires, leurs élus et leurs acteurs locaux. Afin de concrétiser cette trame verte et bleue où les espèces animales et végétales puissent circuler à nouveau librement, il faudra une volonté politique forte pour accompagner l'action locale et pour faire entendre raison aux intérêts particuliers à courte-vue qui font le mitage destructeur et l'étalement urbain. Sans ténacité régionale clairement écologiste ce « réseau du vivant » restera à l'état de cartes et de schémas.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



Agir pour notre environnement, c'est protéger la ressource en eau. 2015 aurait dû, selon la directive cadre sur l'eau, être l'année de référence pour le retour à un bon état écologique des masses d'eau. Nous sommes aujourd'hui loin du compte.

Agir pour l'environnement, c'est contribuer à une gestion durable de la forêt. Celle-ci remplit de nombreuses fonctions, biologiques, économiques, paysagères, hydrauliques, climatiques, énergétiques... Aucune de ces fonctions ne doit être sacrifiée aux objectifs de production. A la tentation d'industrialiser l'exploitation de la forêt pour répondre à des objectifs de productivité et de balance commerciale, nous opposons l'état d'esprit des anciennes « eaux et forêts ». De plus, l'espace forestier doit être défendu, notamment dans les grands espaces céréaliers où il est étriqué.

## Zoom sur...

### **L'usine Syndiese à Saudron (Haute-Marne & Meuse, à côté de Bure) : une aberration écologique**

Mise en service d'une unité de production de carburant de synthèse à partir de biomasse issue des ressources forestières, basée à quelques kilomètres de Bure. Hérésie écologique et projet absolument pas viable.

## Nos engagements

- ✓ **Enrayer nettement puis stopper l'artificialisation des sols avant 10 ans** pour maintenir les terres agricoles et les milieux naturels
- ✓ Aider les territoires pour la restauration des trames vertes et bleues pour **maintenir une biodiversité, des sols, des forêts et des eaux de qualité**, pour des éco-systèmes robustes
- ✓ **Une agence régionale pour la biodiversité** permettant de fédérer l'ensemble des acteurs, elle sera la déclinaison et le portage régional de la future Agence Française de la Biodiversité

## Ils/Elles l'ont fait (Lorraine)

Etang d'Amel en Meuse: Création de la première Réserve Naturelle Régionale de France sur un complexe d'étangs à forte valeur patrimoniale et signature avec les pisciculteurs et propriétaires d'étangs, des conventions cadre pluriannuelles pour la sauvegarde de la biodiversité des étangs lorrains. 90% des pisciculteurs de Lorraine bénéficient depuis de subventions visant à préserver l'intégralité de leurs roselières.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **Accroître les budgets des Centres des associations** d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable labellisés : la montée en puissance de l'éducation à l'environnement doit s'amplifier
- ✓ **La construction en bois sera stimulée**, dans l'objectif d'alimenter une filière bois complète, et de stocker du carbone. La Région veillera à ce que ses subventions pour des constructions en bois (chalets de camping, bâtiments publics...) servent au développement d'une filière authentiquement régionale et non à des importations d'origine lointaine
- ✓ La création de réseaux de chaleur alimentés par des **chaudières au bois**, énergie renouvelable, sera aidée. Parallèlement, un observatoire de la ressource sera mis en place pour éviter une surexploitation ou un déséquilibre au détriment du bois d'œuvre
- ✓ **Aider la filière bois à investir** dans des outils de première et deuxième transformation. Mobiliser la garantie publique pour la filière afin de lever les freins économiques
- ✓ **La Région contribuera à l'extension de la forêt publique**, en finançant les Conservatoires d'espaces naturels, en aidant les communes ou en acquérant elle-même des espaces forestiers. En tout ou partie, ces espaces auront un objectif écologique prédominant
- ✓ Les parcs naturels régionaux, dans le cadre de schémas paysages et biodiversité, seront invités à mobiliser les propriétaires forestiers (État, communes) et les scieurs pour **développer et valoriser les gros bois** (vieilles forêts). Chaque plan d'aménagement forestier prévoira l'existence d'îlot de sénescence et de petites réserves intégrales. L'accent sera notamment mis sur les territoires abritant du Grand tétras

## Ils/Elles l'ont fait (Lorraine)

Non-exploitation de près de 1000 ha de vieilles forêts des Hautes Vosges (LIFE +) pour assurer la sauvegarde du Grand Tétrás.

## 4.4 Changer les transports pour la qualité de vie de toutes et tous

La majorité des habitants du Grand Est dépendent encore de l'automobile pour leurs déplacements et l'essentiel des marchandises se retrouvent elle aussi sur les routes. Congestion, handicap économique, temps perdu, gâchis énergétique, pollution, impacts sur la santé et la sécurité : il est urgent de changer la donne. Ce sera une des tâches majeures de ce mandat régional.

Depuis que les Régions ont la responsabilité des TER (les trains régionaux), elles ont fait la preuve que le transport collectif a de l'avenir quand il est performant. Le service ferroviaire est aujourd'hui inégal sur le Grand Est : dense, et parfois saturé, pour la dorsale alsacienne et le sillon lorrain, il n'est pas encore au niveau pour de vastes territoires. Avec les compétences nouvelles issues des lois NOTRe et Macron, la Région devient chef de file de toutes les mobilités. Elle peut désormais organiser les solutions de



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



mobilités adaptées à l'hétérogénéité et aux spécificités de nos territoires pour que les déplacements du quotidien soient assurés par les transports durables.

Où que l'on habite, chacun doit pouvoir se déplacer selon ses besoins. Chacun doit pouvoir compter sur une alternative sûre, fiable et abordable à la voiture particulière. Aucune zone rurale, aucune banlieue, ne peuvent être oubliées des réseaux de mobilités. Les gares deviendront des lieux de vie de proximité, avec commerces, services public etc. Dans les zones urbaines denses, chacun doit pouvoir se déplacer dans des transports ponctuels, sûrs et de qualité. En garantissant des cadencements et des correspondances pratiques, en développant une tarification incitative notamment bâtis sur une carte « orange » multimodale et zonale donnant accès aux parkings dans les gares, favorisant la solution train+vélo mais également train+autopartage, offrant un maillage plus fin des territoires par des transports adaptés, amplifiant le plan d'accessibilité des transports aux personnes en situation de handicap, nous pourrons faire reculer l'usage de la voiture individuelle. L'ouverture des données (opendata) sera facilitée pour les moteurs de recherche.

Quant aux marchandises, il faut avoir le courage de les sortir de la route, d'empêcher les reports frontaliers de trafics résultant du laisser-faire français à l'égard des camions, de mettre fin au saccage des vallées de nos massifs. Le train et la voie d'eau justement dimensionnée doivent nous libérer des files de poids-lourds interminables, sources de nombreuses nuisances. Notre Région doit donc s'engager pour le renouveau du fret ferroviaire de proximité qui complètera les axes majeurs. Au moyen du Schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET), désormais prescriptif, la Région exigera que la création de nouvelles zones logistiques soient multimodales et de préférence sur des friches industrielles. L'Établissement Public Foncier sera l'outil efficace pour développer ces nouvelles zones et sera adossé sur des Opérateurs de Proximité dédiés à la mobilité durable du fret.

Pour conduire cette politique des transports, il faut se donner des moyens efficaces et arrêter le double-jeu. La taxe poids-lourds est nécessaire. Les Suisses et les Allemands nous prouvent qu'elle est bonne pour la performance économique. Les TGV doivent être connectés aux TER (gare de Vandières). La mise sous perfusion d'argent public de l'aérien doit cesser (Vatry, projet Reims Métropole, Entzheim). Enfin la Région ne peut continuer à dilapider ses moyens dans des infrastructures routières (GCO, A31bis, A304...) qui contrecarrent ses investissements pour les transports collectifs.

Enfin, tous les projets de réouverture de lignes ferroviaires comprendront systématiquement un volet passagers et un volet fret, garantissant ainsi la réussite des projets.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## Nos engagements

- ✓ **Organiser des « Assises de la mobilité »**, associant l'ensemble des acteurs des transports, les responsables des réseaux urbains et les collectifs citoyens des usagers pour imaginer collectivement les mobilités de la grande région et les réalisations prioritaires. Réviser sur cette base les Contrats de Plan État-Régions
- ✓ Faciliter l'utilisation des transports régionaux au moyen d'une **billettique attractive** (tarification régionale multimodale unique par zone et transfrontalière, Pass entreprises, Pass Associations)
- ✓ **Généraliser des horaires cadencés et l'élargissement des heures de fonctionnement**
- ✓ **Optimiser des gares d'interconnexions en réalisant sans plus tarder la gare TGV/TER de Vandières** (qui prendrait 32% des usagers de la route)
- ✓ **Ouvrir les données (horaires, tarifs, etc...)** pour faciliter l'organisation des déplacements par les moteurs de recherche (open data)
- ✓ **Renouveler les cars et les trains** afin qu'ils soient plus spacieux, capacitaires (rames TER duplex sur les liaisons saturées), confortables, accessibles et connectés
- ✓ Faire preuve de fermeté afin que l'État assume ses responsabilités en faveur des **trains d'équilibre du territoire** (les inter-cités) qui relèvent de sa compétence et de l'aménagement du territoire national : liaisons rapides entre les très grandes villes de la grande région, électrification Paris-Troyes, Charleville-Givet, Épinal Belfort...
- ✓ Maintenir la présence de **personnels d'accompagnement et de contrôle** contribuant à la tranquillité des transports publics
- ✓ **Réouvrir des lignes ferroviaires** : Givet-Namur, Bollwiller-Guebwiller, Colmar-Freiburg (dans le cadre d'une offre de ferroutage entre la Lorraine et l'Allemagne / Suisse), Reims-Troyes et Bruyères-Gérardmer. **Électrifier** les lignes ferroviaires Strasbourg-Molsheim, Paris-Troyes, St-Dizier-Chaumont-Belfort, Munster-Colmar). **Améliorer les services** actuels sur Nancy-Pont Saint Vincent, Thionville-Apach, Châlons-en-Champagne-Verdun, Metz-Verdun, Epinal-Saint Dié-Strasbourg
- ✓ Permettre les conditions du **report du transport des marchandises** de la route vers le rail ou l'eau, au moyen d'Opérateurs de logistique de proximité, pour favoriser le transport de marchandises sur le rail ou la voie d'eau, attirer des entreprises
- ✓ Désengorger les axes routiers grâce à l'instauration d'une **taxe poids-lourds**, au ferroutage et au maintien d'un réseau de ports d'intérêt local



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **Libérer les vallées et cols du massif vosgien des poids-lourds indésirables** en obtenant l'application du schéma cohérent proposé par l'association des élus locaux et en s'engageant vers une solution de ferroutage
- ✓ **Mettre fin aux projets autoroutiers** : A31 bis (barreau Toul-Dieulouard et contournement Ouest de Thionville), GCO, limiter dégâts de l'A304...) **et aux subventions à l'aérien** et rediriger ces investissements vers les trains et bus du quotidien mais aussi la voie d'eau
- ✓ **Calibrer les grands investissements** (liaison ferroviaire de l'Euroairport, TGVs...) **à un niveau raisonnable et pour des impacts mesurés**



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 5. S'épanouir et s'ouvrir

*Contribuer à l'épanouissement de chacun, à l'émergence d'une culture d'ouverture au monde et à la maîtrise du changement*

**L'éducation scolaire, la formation professionnelle et l'éducation populaire** réussissent quand elles permettent à chacune et chacun de se dépasser et d'épanouir son potentiel et ses rêves. Rouvrir ce champ des possibles : voilà notre ambition pour tous les habitants d'un Grand Est qui refuse les spirales de la crise, de la désindustrialisation, de l'aggravation des inégalités, des carences d'accès à la culture, de montée des peurs et des rejets.

La Région a des responsabilités déterminantes pour les services publics d'éducation, d'orientation, de formation professionnelle par l'apprentissage et la formation continue.

Elle partage avec les collectivités locales et l'État la tâche immense de contribuer à la **vitalité culturelle** et aussi d'aider au **développement du sport**. L'écologie, c'est avant tout le souci de « la maison commune ». Les contraintes financières doivent inciter au renforcement de la qualité pour tous, pas au démantèlement et au désengagement.

C'est par la vitalité culturelle, par l'échange fructueux **des cultures régionales et des cultures d'ailleurs**, que chacune et chacun nourrit son énergie citoyenne, son envie de « faire ensemble ».

Il est urgent de **mettre en œuvre des politiques culturelles qui permettent à tous de contribuer à la culture commune** ; de permettre aux plus jeunes et aux autres la plus grande découverte possible des pratiques artistiques ; de rapprocher les artistes et les habitants autour de modalités d'échanges réinventés ; de soutenir et de rendre plus visibles la multitude d'initiatives innovantes qui fourmillent sur notre territoire, souvent sans moyens suffisants.

Il est temps de sortir davantage de nos bulles, de favoriser le développement de toutes les pratiques et d'en faire le terreau du mieux-vivre.



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



## 5.1 Une formation pour chacun : levier pour l'emploi et pour la réussite de tous

La formation donne à chaque citoyen la possibilité de construire son autonomie, de trouver sa voie et un emploi. Mais la réussite des lycéens, des apprentis, des étudiants ou des stagiaires de la formation continue est aussi une clé de la transformation écologique et sociale. En soutenant les lycées, en assurant les meilleures conditions pour l'apprentissage, en sécurisant les parcours des étudiants, en consolidant la formation tout au long de la vie, nous voulons donner à chacune et chacun le choix et la possibilité de réussir son parcours.

Il faut garantir un accès à des formations adaptées sur chaque territoire. La formation est un outil d'émancipation, personne ne devrait la subir: il faut lutter contre les voies de garage, les orientations subies et personnaliser les formations, pour permettre à chacun de se réaliser sereinement. Un dialogue doit être mis en place entre les entreprises, les artisans, les établissements de formation et les structures d'orientation sur la formation, afin de créer une dynamique collective qui profitera à tous.

L'élévation du niveau de qualification est un impératif, particulièrement pour la formation initiale professionnelle.

Pour la formation continue, il s'agit de la rendre accessible à ceux qui en ont le plus besoin (3/4 des non-diplômés n'en profitent pas). Et puis la formation professionnelle est un levier majeur pour fortifier les entreprises en accélérant les mutations nécessaires, celles de l'économie verte particulièrement. Économie circulaire, transports décarbonés, logements de qualité, efficacité énergétique et nouveaux services de solidarité ont besoin de professionnels qualifiés.

Il faut débloquer les organisations multiples de formation pour qu'elles fassent preuve de synergie, de cohérence : le système illisible et inégal de formation professionnelle ne peut perpétuer ses rigidités, ses insuffisances et ses cloisonnements. Il s'agit d'aider les dispositifs et les intervenants à s'humaniser, à prendre en compte autant les souffrances, les blocages, les aspirations des personnes que les besoins des entreprises. La formation professionnelle ne doit pas juste être un marché d'appels d'offres mais avant tout une forte démarche d'accompagnement et de construction personnalisée.

Nous agissons pour que **l'éducation populaire** reprenne sa place dans l'acquisition des savoirs tout au long de la vie. L'éducation populaire, outil et processus indispensables pour lutter contre les inégalités sociales et culturelles, est aussi une chance pour accompagner une transition écologique, solidaire et démocratique que nous appelons de nos vœux.

Enfin, s'agissant de l'enseignement supérieur nous accompagnerons une dynamique **pour une Université et une recherche tournées vers les grands enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle**. L'intelligence sera



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



mobilisée au service des défis écologiques et sociaux que notre région doit relever : énergies renouvelables, environnement-santé, biodiversité, conversion de l'économie, transports innovants, etc.

## Nos engagements

- ✓ **Implanter des guichets uniques orientation-formation-emploi** dans les territoires, pour insérer dans des emplois durables et dans les métiers de demain grâce à un accompagnement personnalisé et coordonné
- ✓ **Réalisation d'un audit général des besoins en créations de postes et en compétences** sur le territoire à horizon 2020, 2030 et 2050 : identification des métiers appelés à se développer ou à changer, anticipation des reconversions, projection des besoins en formation
- ✓ **Développer les écoles de la seconde chance** et les dispositifs de remotivation adaptés aux décrocheurs de la formation initiale
- ✓ **Favoriser l'apprentissage et les formations scolaires en alternance** par une Bourse régionale des places d'apprentissage et de stage doublée d'un service d'accompagnement pour les jeunes, les employeurs et les établissements de formation (objectifs de réduction forte des ruptures de contrats d'apprentissage et d'amélioration des taux d'insertion en sortie de formation)
- ✓ Permettre à tout lycéen ou apprenti du Grand Est d'effectuer une partie de sa formation dans un des territoires limitrophes grâce à une **Agence transfrontalière** accompagnant les jeunes, les entreprises et les établissements de formation
- ✓ Garantir la gratuité ou des coûts au plus juste pour **l'accès à la culture, au numérique, les manuels et les équipements professionnels, la restauration scolaire, les internats, les déplacements, les transports scolaires**. Équipement renforcé de labos de langues et d'ateliers artistiques
- ✓ **Soutenir dans les lycées et les CFA des projets de citoyenneté**, de culture et d'ouverture par des crédits contractualisés participatifs
- ✓ **Rendre gratuite les formations portées par la Région**, notamment les formations sanitaires et sociales
- ✓ **Expérimenter un Dispositif Zéro Chômage** (formation en alternance avec garantie d'emploi CDI) et sur des territoires volontaires en lien avec le Conseil départemental et tous les acteurs publics une démarche Zéro Précarité (préfigurant un revenu de base universel)
- ✓ **Mettre la barre haut pour le CPRDOFP** (contrat de plan régional de développement de l'orientation et de la formation professionnelle) en assurant sa bonne adaptation aux besoins des territoires et à l'émergence de l'économie verte particulièrement pour le tissu des PMI-PME-TPE. La Région prendra à bras le corps son rôle coordonnateur pour faire coopérer le monde de l'économie et celui de l'éducation-formation afin de centrer les démarches sur la sécurisation des parcours individuels



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ La Région assumera un rôle d'ensemblier auprès des partenaires institutionnels et des têtes de réseaux associatifs de **l'éducation populaire** et de la jeunesse. Favoriser le décroisement pour mieux aider les jeunes à se construire
- ✓ **Contribuer à un parcours sécurisé de l'étudiant** en agissant pour son logement, son accès aux soins et à la prévention, l'alignement des bourses et des dispositifs d'aides des formations sanitaires et sociales sur les niveaux du CROUS
- ✓ **Initier des projets régionaux d'innovation** et de transfert de technologie auprès des universités, aider le monde de la recherche à être en réseau avec les entreprises. Porter une attention particulière à la recherche en lien avec la transition écologique et sociale (sciences humaines et sociales, santé, biodiversité, climat...)

## 5.2 Culture, sport, ouverture : défendre ce qui rassemble

L'art et la culture ne sont pas juste des outils de l'attractivité économique. La pratique sportive ne peut se réduire à du marketing de valorisation de son territoire. Pour nous, ces activités doivent être au service de tous, partout dans notre Région. La culture, le sport et l'éducation populaire enrichissent et permettent la vie en société. Ils favorisent la rencontre, l'échange, la compréhension. Nous refusons l'étranglement budgétaire des associations qui y contribuent et défendons des pratiques culturelles, sportives et d'éducation populaire riches et diverses comme ferments d'émancipation individuelle et de cohésion collective.

La Région doit jouer un rôle de fédérateur auprès des citoyens, des associations et des collectivités locales pour développer beaucoup plus largement les relations de nos territoires avec le monde. Le monde a beaucoup à apporter à notre Région ! En Europe, la coopération interrégionale doit remplacer la compétition entre les territoires. La politique de coopération décentralisée, au-delà de l'humanitaire et de l'aide d'urgence, fait le pari d'une solidarité basée sur la réciprocité, l'échange et le partenariat dans la durée.

### Nos engagements

- ✓ Organiser, par un **Parlement régional de la Culture**, le dialogue entre acteurs culturels et financeurs, pour répondre en cohérence aux besoins structurants
- ✓ **Rediriger vers les milieux ruraux les actions des structures culturelles** pour une meilleure dynamique culturelle dans les villes et les campagnes, notamment à travers une « Route des festivals du Grand Est »
- ✓ **Organiser les compétences, les techniques et les équipements culturels** à l'échelle des bassins de vie



# NOTRE PROJET POUR LE GRAND EST



- ✓ **S'appuyer sur les cultures régionales et les langues régionales**, promouvoir le bilinguisme, voire le trilinguisme
- ✓ Généraliser et optimiser en **une carte unique « Passeport Jeunes »** les formules préférentielles pour les jeunes d'accès à la culture, aux transports, au sport...
- ✓ **Orienter la compétence régionale chargée du sport** de haut niveau pour soutenir les démarches d'excellence, pour assurer le développement et la pérennité des structures sportives et pour sécuriser les parcours des sportifs (reconversion...)

## Ils/Elles l'ont fait (Alsace)

### Rénovation de la politique sportive de la Région Alsace

Parmi les avancées, auxquelles le groupe écologiste a contribué :

- soutien aux parcours d'excellence
  - prise en compte de l'aléa « blessure » (notamment pour les espoirs régionaux)
  - favoriser la double intelligence sportive et de formation professionnelle
  - structuration des clubs qui ont des stratégies d'excellence (en termes d'encadrement et de formation à l'arbitrage)
  - reconversion des sportifs
  - conditionnalité des aides (critères sociaux, formation des cadres, accès à la pratique féminine ou handisport et implication dans le bassin de vie)
  - Pour les manifestations sportives d'envergure, démarches éco-responsables
- 
- ✓ **Renforcer les accords de coopération internationale** existants en particulier autour des questions climatiques
  - ✓ **Soutenir les « élus locaux hospitaliers »** qui créent sur leur commune des conditions d'accueil dignes pour les migrants et réfugiés
  - ✓ **S'ouvrir résolument aux horizons rhénans, européens et internationaux du Grand Est.** Développer la coopération transfrontalière, voire l'intégration, sur des services et projets concrets notamment dans les champs de la formation, la culture, les transports durables, la transition écologique et énergétique

